

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204736]

**24 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, les articles *3bis*, § 1<sup>er</sup> et § 2, inséré par la loi du 4 mai 1995 et modifié en dernier lieu par la loi du 7 février 2014, 44, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi-programme du 22 décembre 2003, et 46, modifié par la loi du 4 mai 1995;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 2009 fixant la liste des mammifères non détenus à des fins de production qui peuvent être détenus;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 mars 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2018;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> septembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.137/4 du Conseil d'État, donné le 9 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> la loi du 14 août 1986 : la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions;

3<sup>o</sup> le Service : la Direction de la Qualité du Département du Développement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

4<sup>o</sup> le parc zoologique agréé : le parc zoologique agréé conformément à l'arrêté royal du 10 août 1998 relatif à l'agrément des parcs zoologiques;

5<sup>o</sup> le refuge agréé : le refuge pour animaux agréé conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux.

**Art. 2.** L'article *3bis* de la loi du 14 août 1986 entre en vigueur en ce qui concerne les mammifères :

1<sup>o</sup> non détenus à des fins de production : au 1<sup>er</sup> octobre 2009;

2<sup>o</sup> détenus à des fins de production : à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 3.** Les espèces ou catégories d'animaux visées à l'article *3bis*, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 14 août 1986, sont, en ce qui concerne les mammifères, reprises sur la liste figurant en annexe 1.

Le Ministre peut modifier la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en tenant compte des critères suivants :

1<sup>o</sup> le fait que les animaux de l'espèce concernée sont ou non faciles à détenir et à héberger tenant compte de leurs besoins physiologiques, éthologiques et écologiques essentiels;

2<sup>o</sup> la mesure dans laquelle les animaux de l'espèce concernée sont de nature agressive ou dangereuse ou constituent un autre danger particulier pour la santé de l'homme;

3<sup>o</sup> l'existence ou non d'indications claires que lorsque des spécimens en captivité s'échappent dans la nature, l'espèce peut s'y maintenir et ainsi constituer une menace écologique;

4<sup>o</sup> la disponibilité de données bibliographiques sur la détention de l'espèce;

5<sup>o</sup> en cas de données ou d'informations contradictoires concernant la capacité d'une espèce à être détenue, il est considéré qu'un ou plusieurs des critères qui précèdent ne sont pas remplis.

Lors de l'évaluation des critères énumérés à l'alinéa 2, le Ministre se base sur une enquête approfondie fondée sur les données scientifiques disponibles les plus fiables et les résultats les plus récents de la recherche internationale.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Tout particulier visé à l'article *3bis*, § 2, 3<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a), de la loi du 14 août 1986, qui, au 1<sup>er</sup> octobre 2009, détient pour des fins autres que la production un mammifère vivant d'une espèce qui ne figure pas à l'annexe 1, doit pouvoir prouver qu'il détenait ce mammifère avant le 1<sup>er</sup> octobre 2009 et ceci au moyen soit :

1<sup>o</sup> d'une facture ou une autre preuve d'achat du mammifère en question pour autant que celle-ci :

a) mentionne une date d'achat préalable au 1<sup>er</sup> octobre 2009;

b) mentionne le nom correct de l'espèce ou du mammifère;

c) reprenne le nombre de mammifères;

2<sup>o</sup> d'une déclaration écrite d'un vétérinaire agréé ou d'un représentant de l'autorité dans laquelle celui-ci certifie que le mammifère en question est en la possession du particulier avant le 1<sup>er</sup> octobre 2009.

§ 2. Lorsque le mammifère visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est un sujet de l'espèce « *Tamias sibiricus* », la preuve visée au paragraphe 1<sup>er</sup> démontre une détention du mammifère antérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le détenteur peut continuer à détenir le mammifère visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> uniquement si, en plus d'apporter la preuve visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mammifère est :

- 1° identifié par un transpondeur stérile répondant aux normes ISO 11784 : 1996 (E) et 11785 : 1996 (E);
- 2° stérilisé;
- 3° détenu jusqu'à sa mort et qu'aucun autre sujet de l'espèce visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est acquis.

Le mammifère n'est pas relâché dans la nature. En cas d'abandon, il est confié à un parc zoologique agréé ou un refuge agréé.

**Art. 5.** Tout détenteur de mammifères détenus à des fins de production avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et ne figurant pas à l'annexe 1 peut continuer à les détenir après cette date si, cumulativement :

1° les mammifères sont identifiés individuellement par une boucle auriculaire ou un transpondeur stérile répondant aux normes ISO 11784 : 1996(E) et 11785 : 1996 (E);

2° les mammifères ne sont pas commercialisés avant leur abattage;

3° un document probant est fourni au Service, démontrant la possession des mammifères avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

4° un plan de cessation ou de reconversion de l'activité de détention des mammifères d'une espèce ne figurant pas à l'annexe 1 est établi pour l'élimination au plus tard le 31 décembre 2019 des mammifères détenus de l'espèce concernée;

Le plan visé sous 4° est transmis au Service au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2019.

Les mammifères ne sont pas relâchés dans la nature. En cas d'abandon, les mammifères sont confiés à un parc zoologique agréé ou un refuge agréé.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Tout particulier visé à l'article 3bis, § 2, 3°, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de la loi du 14 août 1986, qui veut détenir un mammifère de l'une des espèces ne figurant pas sur la liste fixée à l'annexe 1, introduit au préalable, par envoi recommandé avec accusé de réception, auprès du Ministre, un dossier de demande d'agrément.

Le dossier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° décrit la motivation de la demande;

2° prouve que le particulier s'est documenté sur les mœurs et les besoins physiologiques de cette espèce;

3° contient une description de l'hébergement et des soins que le particulier peut apporter au mammifère.

Pour chaque dossier introduit, une redevance de 60 euros par espèce est payée sur le compte ouvert pour le Fonds budgétaire de la protection et du bien-être des animaux.

Le Ministre fixe les pièces qui constituent le dossier de demande d'agrément et les modèles de formulaires de demande.

§ 2. Le Ministre décide de l'agrément visé au paragraphe 1<sup>er</sup> dans les six mois après la réception du dossier de demande, sur avis de la Commission wallonne des parcs zoologiques. Le dossier est évalué sur la base d'une enquête approfondie fondée sur les données scientifiques disponibles les plus fiables et les résultats les plus récents de la recherche internationale. La décision du Ministre est positive s'il s'avère clairement au vu du dossier introduit que la motivation, l'hébergement et les soins prévus et la connaissance du demandeur assurent le bien-être des mammifères.

Le Ministre fixe des conditions à respecter pour l'octroi et le maintien de l'agrément. Ces conditions sont nécessaires pour le bien-être animal et peuvent concerner, notamment, le nombre de mammifères, leur hébergement ainsi que les soins qui leur sont prodigués, leur identification et leur stérilisation.

§ 3. L'agrément a une durée de validité illimitée. Le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément s'il n'est plus satisfait aux conditions d'agrément ou en cas d'infraction à la loi du 14 août 1986.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le particulier qui dispose d'un agrément visé à l'article 6 communique au Service, annuellement avant la fin de l'année civile, un registre des mammifères de l'espèce concernée détenus et les changements éventuels apportés à leur hébergement ou à leurs soins.

Le Ministre fixe les modèles de registres.

§ 2. Le particulier qui dispose d'un agrément visé à l'article 6 ne cède pas les mammifères visés ou leur descendance, à titre gratuit ou onéreux.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mammifères pour lesquels le particulier a obtenu un agrément peuvent être cédés uniquement aux personnes physiques ou morales autorisées à détenir ces espèces. Dans ce cas, le particulier respecte les conditions de commercialisation fixées par le Ministre.

**Art. 8.** Toute personne souhaitant ajouter une espèce à la liste figurant en annexe 1 démontre son intérêt et introduit un dossier par envoi recommandé avec accusé de réception au Ministre. Il ressort de ce dossier que suffisamment de données scientifiques objectives sont disponibles démontrant que l'espèce en question peut être détenue par toute personne n'ayant aucune connaissance préalable spécifique sans que ceci constitue un risque pour le bien-être des mammifères. Ce dossier répond au modèle figurant en annexe 2.

Le Ministre décide, dans les six mois de la réception du dossier complet, de l'ajout de l'espèce concernée à la liste figurant en annexe 1 en tenant compte des critères énumérés à l'article 3, alinéa 2, et en les évaluant conformément à l'article 3, alinéa 3.

Le Ministre ne peut rejeter une demande d'ajout que lorsque la détention de spécimens de l'espèce concernée présente un risque réel pour la protection du bien-être des animaux, de la santé et de la vie des personnes et des animaux, ou de l'environnement contre une menace écologique visée à l'article 3, alinéa 2, 3°.

**Art. 9.** Les agréments octroyés conformément à l'arrêté royal du 16 juillet 2009 fixant la liste des mammifères non détenus à des fins de production qui peuvent être détenus restent valables pour une durée illimitée et demeurent régis par les règles fixées par cet arrêté.

Le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément s'il n'est plus satisfait aux conditions d'agrément de l'arrêté royal du 16 juillet 2009 fixant la liste des mammifères non détenus à des fins de production qui peuvent être détenus ou en cas d'infraction à la loi du 14 août 1986.

**Art. 10.** L'arrêté royal du 16 juillet 2009 fixant la liste des mammifères non détenus à des fins de production qui peuvent être détenus, modifié par l'arrêté royal du 24 novembre 2009, est abrogé.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 12.** Le Ministre du Bien-Etre animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal, et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Annexe n° 1

Liste des espèces ou catégories de mammifères qui peuvent être détenus conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus

Nom scientifique	Nom français
<i>Macropus rufogriseus</i>	Wallaby de bennett
<i>Canis familiaris</i>	Chien
<i>Felis catus</i>	Chat
<i>Mustela furio</i>	Furet
<i>Equus asinus</i>	Ane (domestique)
<i>Equus asinus</i> x <i>E. caballus</i>	Mulet
<i>Equus caballus</i>	Cheval
<i>Equus caballus</i> x <i>E. asinus</i>	Bardot
<i>Sus scrofa</i>	Cochon domestique-sanglier et sanglochon
<i>Lama glama</i>	Lama (domestique)
<i>Lama guanicoe</i>	Guanaco
<i>Lama pacos</i>	Alpaga (domestique)
<i>Axis axis</i>	Axis
<i>Cervus elaphus</i>	Cerf rouge
<i>Cervus nippon</i>	Sika
<i>Dama dama</i>	Daim
<i>Bos taurus</i>	Bovin domestique
Bison Bison	Bison américain
<i>Bubalus bubalis</i>	Buffle d'asie (domestique)
<i>Capra hircus</i>	Chèvre (domestique)
<i>Capra ibex</i>	Bouquetin
<i>Ovis ammon</i>	Mouflon
<i>Ovis aries</i>	Mouton (domestique)
<i>Cynomys ludovicianus</i>	Chien de prairie
<i>Tamias striatus</i>	Tamia strié
<i>Cricetulus barbarensis</i>	Hamster nain de Chine
<i>Mesocricetus auratus</i>	Hamster doré
<i>Phodopus campbelli</i>	Hamster nain de Campbell
<i>Phodopus roborovskii</i>	Hamster nain de Roborowsky
<i>Phodopus sungorus</i>	Hamster nain de Djoungarie
<i>Gerbillus spec.</i>	Gerbilles
<i>Meriones spec.</i>	Meriones
<i>Acomys spec.</i>	Souris épineuses
<i>Micromys minutus</i>	Rat des moissons
<i>Mus minutoides</i>	Souris naine d'Afrique
<i>Mus musculus</i>	Souris domestique (forme d'élevage)
<i>Rattus norvegicus</i>	Rat surmulot (forme d'élevage)

Chinchilla lanigera	Chinchilla (forme d'élevage)
Cavia porcellus	Cobaye
Dolichotis patagonum	Mara
Octodon degus	Dègue du Chili
Oryctolagus cuniculus	Lapin
Capreolus capreolus	Chevreuil

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus.

Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal, et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

#### Annexe n° 2

Formulaire de demande pour l'ajout d'une espèce à la liste des mammifères visée à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus

Une bibliographie de la littérature utilisée en mentionnant des références complètes est jointe à la demande. Une espèce par formulaire.

#### 1. Demandeur

Nom et prénom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Adresse e-mail :

#### 2. Identification de l'espèce

Nom scientifique :

Nom français :

Statut de protection de l'espèce au niveau régional, national ou international :

#### 3. Besoins physiologiques, éthologiques et écologiques (description détaillée de l'espèce à l'état sauvage)

a) L'environnement naturel, tenant compte de la migration éventuelle

(1) biotope naturel :

(2) température :

(3) humidité :

(4) taille du territoire :

(5) autres espèces vivant dans le même environnement

i espèces concurrentielles ou ennemies :

ii autres espèces :

b) Habitudes alimentaires, tenant compte de la variation saisonnière éventuelle

(1) sorte de nourriture :

(2) fréquence de nourrissage :

c) Structure sociale

(1) taille et structure du groupe :

(2) hiérarchie :

d) Comportement naturel

(1) comportement envers les congénères, aussi bien les animaux adultes que les jeunes :

(2) comportement pendant la période de reproduction :

(3) comportement envers d'autres espèces :

(4) comportement de recherche de nourriture :

(5) distance moyenne couverte par jour :

(6) migration éventuelle :

(7) comportements nécessaires que les jeunes apprennent de leur mère ou du groupe avec mention de l'âge approximatif :

(8) répartition des activités quotidiennes :

e) Reproduction

(1) saison de reproduction :

(2) durée de la gestation :

(3) nombre moyen de jeunes par portée :

(4) nombre de portées par an :

(5) temps durant lequel les jeunes restent avec la mère :

(6) rôle du père durant la croissance des jeunes :

*f) Santé*

- (1) maladies fréquentes notamment virale, bactérienne, parasitaire et mortalité :
- (2) affections propres à l'espèce :
- (3) mortalité durant la migration éventuelle :
- (4) durée moyenne de vie :

**4. Détention et logement (description détaillée de l'espèce en captivité)***a) Logement*

- (1) dimensions minimales requises d'un enclos permettant à l'animal de présenter son comportement naturel :
- (2) température et humidité minimales ou maximales requises :
- (3) la façon dont la température ou l'humidité requises peuvent être atteintes :
- (4) matériaux à utiliser pour la construction de l'enclos :
- (5) matériaux ne pouvant pas être utilisés pour la construction de l'enclos :
- (6) mesures à prendre afin d'éviter que les animaux s'échappent :
- (7) disponibilité d'informations correctes, compréhensibles pour tout le monde et faciles à trouver

i référence(s) :

ii langue :

iii disponibilité :

iiii coût :

*b) Soins*

- (1) sorte de nourriture :
- (2) quantité de nourriture :
- (3) fréquence de nourrissage :
- (4) disponibilité de la nourriture :
- (5) disponibilité d'informations correctes, compréhensibles pour tout le monde et faciles à trouver

i référence :

ii langue :

iii disponibilité :

iiii coût :

*c) Bien-être*

- (1) nombre minimal, maximal d'animaux qui peuvent être détenus ensemble :
- (2) composition du groupe :
- (3) détention avec d'autres espèces

i espèces qui peuvent être détenues ensemble :

ii espèces qui ne peuvent pas être détenues ensemble :

(4) aménagement de l'enclos :

(5) enrichissement :

(6) emploi du temps des animaux :

(7) manipulation

i conditions et précautions pour la manipulation des animaux :

ii risques lors de manipulation :

(8) disponibilité d'informations correctes, compréhensibles pour tout le monde et faciles à trouver

i référence :

ii langue :

iii disponibilité :

iiii coût :

*d) Reproduction*

- (1) résultats d'élevage :
- (2) conditions spéciales pour l'hébergement et les soins

i pendant la période de gestation :

ii pendant la première période après la naissance :

iii pendant le reste de la période durant laquelle les jeunes restent avec leur mère :

(3) âge de sevrage :

(4) façons de prévenir la reproduction et leurs influences sur le bien-être des animaux :

(5) disponibilité d'informations correctes, compréhensibles pour tout le monde et faciles à trouver

i référence :

ii langue :

iii disponibilité :

iiii coût :

*e) Santé*

- (1) affections infectieuses ou non auxquelles une attention particulière doit être consacrée :
- (2) prévention de maladies :
- (3) autres espèces pouvant constituer un risque de transmission de maladies :
- (4) durée moyenne de vie :
- (5) disponibilité d'informations correctes, compréhensibles pour tout le monde et faciles à trouver

- i référence :
- ii langue :
- iii disponibilité :
- iiii coût :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus.

Namur, le 24 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal, et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/204736]

#### 24. JULI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel *3bis*, § 1, und § 2, eingefügt durch das Gesetz vom 4. Mai 1995 und zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 7. Februar 2014, Artikel 44 Absatz 1, abgeändert durch das Programmgesetz vom 22. Dezember 2003, und Artikel 46, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Mai 1995;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2009 zur Festlegung der Liste der nicht zu Erzeugungszwecken gehaltenen Säugetiere, die gehalten werden dürfen;

Aufgrund der am 23. März 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. Juli 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 1. September 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 9. Oktober 2017 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 62.137/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Gesetz vom 14. August 1986: das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört;

3° die Dienststelle: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° der zugelassene zoologische Garten: der gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 1998 über die Zulassung von zoologischen Gärten zugelassene zoologische Garten;

5° das zugelassene Tierheim: das gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren zugelassene Tierheim.

**Art. 2** - Artikel *3bis* des Gesetzes vom 14. August 1986 tritt in Kraft betreffend die Säugetiere:

1° die nicht zu Erzeugungszwecken gehalten werden: am 1. Oktober 2009;

2° die zu Erzeugungszwecken gehalten werden: am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses.

**Art. 3** - Die in Artikel *3bis*, § 1, des Gesetzes vom 14. August 1986 erwähnten Tierarten oder -kategorien werden in der Liste, die den Anhang 1 bildet, angegeben.

Der Minister kann die in Anhang 1 erwähnte Liste unter Berücksichtigung folgender Kriterien ändern:

1° der Tatsache, ob die Tiere der betreffenden Tierart unter Berücksichtigung ihrer grundlegenden physiologischen, ethologischen und ökologischen Bedürfnisse leicht zu halten und unterzubringen sind oder nicht;

2° des Maßes, in dem die Tiere der betreffenden Tierart von Natur aus aggressiv oder gefährlich sind oder eine besondere Gefahr für die menschliche Gesundheit darstellen;

3° des Bestehens oder Nichtbestehens klarer Indizien, dass die Tierart sich bei Entkommen von Exemplaren aus Gefangenschaft in freier Wildbahn behaupten könnte und somit eine ökologische Bedrohung darstellen könnte;

4° der Verfügbarkeit von bibliografischen Daten über die Haltung der Tierart;

5° falls widersprüchliche Daten oder Informationen über die Eignung einer Tierart für die Haltung bestehen, wird davon ausgegangen, dass eines oder mehrere der vorangehenden Kriterien nicht erfüllt sind.



Bei der Beurteilung der in Absatz 2 aufgezählten Kriterien stützt sich der Minister auf eine gründliche Untersuchung, die auf den zuverlässigsten verfügbaren wissenschaftlichen Daten und den neuesten Ergebnissen der internationalen Forschung beruht.

**Art. 4 - § 1.** Jede in Artikel 3*bis*, § 2, Ziffer 3, Absatz 1, Buchstabe *a*) des Gesetzes vom 14. August 1986 erwähnte Privatperson, die am 1. Oktober 2009 ein lebendes Säugetier einer nicht in Anhang 1 angeführten Tierart für andere Zwecke als Erzeugungszwecke hält, muss nachweisen können, dass sie dieses Säugetier vor dem 1. Oktober 2009 gehalten hat, und zwar mittels folgender Dokumente:

1° entweder mittels einer Rechnung oder eines anderen Belegs für den Kauf des betreffenden Säugetiers, insofern diese(r):

- a) ein Kaufdatum vor dem 1. Oktober 2009 angibt;
- b) den korrekten Namen der Tierart oder des Säugetiers angibt;
- c) die Anzahl Säugetiere verzeichnet;

2° oder mittels einer schriftlichen Erklärung eines zugelassenen Tierarztes oder eines Vertreters der Behörde, in der dieser bescheinigt, dass das betreffende Säugetier vor dem 1. Oktober 2009 im Besitz der Privatperson gewesen ist.

§ 2. Wenn das in Paragraph 1 erwähnte Säugetier eine Spezies der Tierart "Tamias sibiricus" ist, erbringt der in Paragraph 1 erwähnte Beleg den Nachweis, dass das Säugetier vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gehalten wurde.

Der Halter kann das in Absatz 1 erwähnte Säugetier nur dann weiter halten, wenn zusätzlich zu dem in Absatz 1 erwähnten Nachweis das Säugetier:

1° durch einen sterilen Transponder entsprechend den Normen ISO 11784 : 1996(E) und 11785 : 1996 (E) gekennzeichnet ist;

2° sterilisiert ist;

3° bis zu seinem Tod gehalten wird und keine andere Spezies der in Absatz 1 erwähnten Tierart erworben wird.

Das Säugetier wird nicht in die Natur freigelassen. Möchte der Halter das Tier nicht weiter halten, wird es einem zugelassenen zoologischen Garten oder einem zugelassenen Tierheim anvertraut.

**Art. 5 -** Jeder Halter von Säugetieren, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zu Erzeugungszwecken gehalten wurden und die nicht in Anhang 1 angeführt werden, darf diese nach diesem Datum weiter halten, wenn gleichzeitig:

1° die Säugetiere einzeln durch eine Ohrmarke oder durch einen sterilen Transponder entsprechend den Normen ISO 11784 : 1996(E) und 11785 : 1996 (E) gekennzeichnet sind;

2° die Säugetiere nicht vor ihrer Schlachtung vermarktet werden;

3° der Dienststelle ein beweiskräftiges Dokument übermittelt wird, durch das der Besitz der Tiere vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nachgewiesen wird;

4° ein Plan zur Aufgabe oder Umorientierung der Tätigkeit der Säugetierhaltung einer nicht in Anhang 1 angeführten Tierart erstellt wird zwecks der Beseitigung der gehaltenen Säugetiere der betreffenden Tierart, die spätestens am 31. Dezember 2019 zu erfolgen hat;

Der in Ziffer 4 erwähnte Plan wird der Dienststelle spätestens am 1. Mai 2019 übermittelt.

Die Säugetiere werden nicht in die Natur freigelassen. Falls die Säugetiere aufgegeben werden sollen, werden sie einem zugelassenen zoologischen Garten oder einem zugelassenen Tierheim anvertraut.

**Art. 6 - § 1.** Jede in Artikel 3*bis*, § 2, Ziffer 3, Absatz 1, Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 14. August 1986 erwähnte Privatperson, die ein Säugetier einer nicht in der in Anhang 1 festgelegten Liste angeführten Tierart halten möchte, reicht vorher per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung beim Minister eine Akte für den Antrag auf Zulassung ein.

In der in Absatz 1 erwähnten Akte:

1° werden die Gründe für den Antrag beschrieben;

2° wird der Nachweis erbracht, dass sich die Privatperson über das Verhalten und die physiologischen Bedürfnisse dieser Tierart erkundigt hat;

3° ist eine Beschreibung der Unterkunft und der Pflege enthalten, die die Privatperson dem Säugetier bieten kann.

Für jede eingereichte Akte wird eine Gebühr von 60 Euro pro Tierart auf das für den Haushaltsfonds für den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere eingerichtete Konto gezahlt.

Der Minister legt die Unterlagen, aus denen die Akte für den Antrag auf Zulassung besteht, und die Muster der Antragsformulare fest.

§ 2. Der Minister fasst innerhalb von sechs Monaten ab dem Eingang der Antragsakte und nach Stellungnahme des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten einen Beschluss über die in Paragraph 1 erwähnte Zulassung. Die Akte wird auf der Grundlage einer gründlichen Untersuchung beurteilt, die auf den zuverlässigsten verfügbaren wissenschaftlichen Daten und den neuesten Ergebnissen der internationalen Forschung beruht. Der Beschluss des Ministers ist positiv, wenn sich in Anbetracht der eingereichten Akte eindeutig herausstellt, dass die vorgesehenen Gründe, die Unterkunft und Pflege, sowie die Kenntnisse des Antragstellers das Wohlbefinden der Säugetiere gewährleisten.

Der Minister legt die Bedingungen fest, die für die Gewährung und Aufrechterhaltung der Zulassung einzuhalten sind. Diese Bedingungen sind für das Wohlbefinden der Tiere erforderlich und können insbesondere die Anzahl Säugetiere, ihre Unterkunft, sowie die den Tieren gebotene Pflege, ihre Kennzeichnung und ihre Sterilisation betreffen.

§ 3. Die Zulassung hat eine unbegrenzte Gültigkeitsdauer. Der Minister kann die Zulassung aussetzen oder entziehen, wenn die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind oder wenn gegen das Gesetz vom 14. August 1986 verstoßen wird.

**Art. 7 - § 1.** Die Privatperson, die über eine in Artikel 6 erwähnte Zulassung verfügt, übermittelt der Dienststelle jährlich vor Ablauf des Kalenderjahres ein Verzeichnis der gehaltenen Säugetiere der betreffenden Tierart und die eventuellen Änderungen, die im Bereich ihrer Unterkunft oder Pflege vorgenommen wurden.

Der Minister legt die Muster der Verzeichnisse fest.

§ 2. Die Privatperson, die über eine in Artikel 6 erwähnte Zulassung verfügt, darf die erwähnten Säugetiere oder deren Nachwuchs weder kostenlos, noch entgeltlich jemand anderem überlassen.

In Abweichung von Absatz 1 dürfen die Säugetiere, für die die Privatperson eine Zulassung erhalten hat, nur natürlichen oder juristischen Personen überlassen werden, die befugt sind, diese Tierarten zu halten. In diesem Fall hält die Privatperson die vom Minister festgelegten Vermarktungsbedingungen ein.

**Art. 8** - Jede Person, die der in Anhang 1 stehenden Liste eine Tierart hinzufügen lassen möchte, erbringt den Nachweis ihres Interesses und reicht per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung beim Minister eine Akte ein. Aus dieser Akte geht hervor, dass genügend objektive wissenschaftliche Daten verfügbar sind, die den Nachweis erbringen, dass die betreffende Tierart von jeder Person ohne spezifische Vorkenntnisse gehalten werden kann, ohne dass dies eine Gefahr für das Wohlbefinden der Säugetiere darstellt. Die Akte entspricht dem in Anhang 2 angeführten Muster.

Der Minister fasst innerhalb von sechs Monaten ab dem Eingang der vollständigen Akte unter Berücksichtigung der in Artikel 3 Absatz 2 aufgezählten Kriterien einen Beschluss über die Hinzufügung der betreffenden Tierart in der in Anhang 1 erwähnten Liste, wobei er sie gemäß Artikel 3 Absatz 3 beurteilt.

Der Minister kann einen Antrag auf Hinzufügung nur dann verweigern, wenn die Haltung von Exemplaren der betreffenden Tierart eine reelle Gefahr für das Wohlbefinden der Tiere, die Gesundheit und das Leben der Personen und Tiere oder die Umwelt entgegen der in Artikel 3 Absatz 2 Ziffer 3 erwähnten ökologischen Bedrohung darstellt.

**Art. 9** - Die gemäß dem Königlichen Erlass vom 16. Juli 2009 zur Festlegung der Liste der nicht zu Erzeugungszwecken gehaltenen Säugetiere, die gehalten werden dürfen, gewährten Zulassungen bleiben für eine unbegrenzte Dauer gültig und unterliegen weiterhin den in diesem Erlass festgelegten Regeln.

Der Minister kann die Zulassung aussetzen oder entziehen, wenn die Zulassungsbedingungen des Königlichen Erlass vom 16. Juli 2009 zur Festlegung der Liste der nicht zu Erzeugungszwecken gehaltenen Säugetiere, die gehalten werden dürfen, nicht mehr erfüllt sind oder wenn gegen das Gesetz vom 14. August 1986 verstoßen wird.

**Art. 10** - Der Königliche Erlass vom 16. Juli 2009 zur Festlegung der Liste der nicht zu Erzeugungszwecken gehaltenen Säugetiere, die gehalten werden dürfen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 24. November 2009, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

**Art. 12** - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juli 2018

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

#### Anhang Nr. 1

Liste der Tierarten oder -kategorien, die gemäß Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen

Wissenschaftliche Bezeichnung	Deutscher Name
Macropus rufogriseus	Rotnackenvallaby
Canis familiaris	Hund
Felis catus	Katze
Mustela furio	Frettchen
Equus asinus	Esel (domestiziert)
Equus asinus x E. caballus	Maultier
Equus caballus	Pferd
Equus caballus x E. asinus	Maulesel
Sus scrofa	Schwein-Wildschwein und Kreuzung von Haus- und Wildschwein
Lama glama	Lama (domestiziert)
Lama guanicoe	Guanako
Lama pacos	Alpaka (domestiziert)
Axis axis	Axishirsch
Cervus elaphus	Rothirsch
Cervus nippon	Sikahirsch
Dama dama	Damhirsch
Bos taurus	Husrind
Bison Bison	Amerikanischer Bison
Bubalus bubalis	Wasserbüffel (domestiziert)



Capra hircus	Ziege (domestiziert)
Capra ibex	Steinbock
Ovis ammon	Mufflon
Ovis aries	Schaf (domestiziert)
Cynomys ludovicianus	Präriehund
Tamias striatus	Ostamerikanisches Streifenhörnchen
Cricetulus barbarensis	Chinesischer Streifenhamster
Mesocricetus auratus	Goldhamster
Phodopus campbelli	Campbell-Zwerghamster
Phodopus roborovskii	Roborowski-Zwerghamster
Phodopus sungorus	Dsungarischer Zwerghamster
Gerbillus spec.	Echte Rennmäuse
Meriones spec.	Rennratten
Acomys spec.	Stachelmäuse
Micromys minutus	Eurasische Zwergmaus
Mus minutoides	Afrikanische Zwergmaus
Mus musculus	Hausmaus (Zuchtformen)
Rattus norvegicus	Wanderratte (Zuchtformen)
Chinchilla lanigera	Chinchilla (Zuchtformen)
Cavia porcellus	Meerschweinchen
Dolichotis patagonum	Mara
Octodon degus	Degu
Oryctolagus cuniculus	Kaninchen
Capreolus capreolus	Reh

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen, beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

#### Anhang Nr. 2

Formular für die Beantragung der Hinzufügung einer Tierart zu der in Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 24. Juli 2018 zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen, erwähnten Liste der Säugetiere

Dem Antrag wird eine Bibliographie der benutzten Literatur mit vollständigen Literaturangaben beigefügt. Eine Art pro Formular.

##### 1. Antragsteller

Name und Vorname:

Anschrift:

Telefonnummer:

E-Mail-Adresse:

##### 2. Identifizierung der Tierart

Wissenschaftliche Bezeichnung:

Deutscher Name:

Schutzstatus der Tierart auf regionaler, nationaler oder internationaler Ebene:

##### 3. Physiologische, ethologische und ökologische Bedürfnisse (detaillierte Beschreibung der Tierart in freier Wildbahn)

a) Natürlicher Lebensraum unter Berücksichtigung eventueller Migrationen

(1) Natürliches Biotop:

(2) Temperatur:

(3) Feuchtigkeit:

(4) Größe des Reviers:

(5) andere Arten, die denselben Lebensraum teilen

i konkurrierende Arten oder Feinde:

ii andere Arten:

- b) Natürliche Ernährung, unter Berücksichtigung eventueller jahreszeitlicher Schwankungen
- (1) Art Futter:
  - (2) Häufigkeit der Fütterungen:
- c) Soziale Struktur
- (1) Größe und Struktur der Gruppe:
  - (2) Hierarchie:
- d) Natürliches Verhalten
- (1) Verhalten gegenüber Artgenossen, sowohl ausgewachsenen als auch jungen Tieren:
  - (2) Verhalten während der Fortpflanzungszeit:
  - (3) Verhalten gegenüber anderen Arten:
  - (4) Verhalten bei der Futtersuche:
  - (5) durchschnittlich pro Tag zurückgelegte Strecke:
  - (6) eventuelle Migration:
  - (7) notwendige Verhaltensweisen, die die Jungen von der Mutter oder von der Gruppe lernen mit Angabe des ungefähren Alters:
  - (8) Tagesablauf der Tiere:
- e) Fortpflanzung
- (1) Fortpflanzungszeit:
  - (2) Tragzeit:
  - (3) durchschnittliche Anzahl Junge pro Wurf:
  - (4) Anzahl Würfe pro Jahr:
  - (5) Zeit, während deren die Jungen bei der Mutter bleiben:
  - (6) Rolle des Vaters während des Aufwuchses der Jungen:
- f) Gesundheit
- (1) Häufig vorkommende Krankheiten, insbesondere viralen, bakteriellen, parasitären Ursprungs und Sterberate:
  - (2) artspezifische Erkrankungen:
  - (3) Sterberate während der eventuellen Migration:
  - (4) durchschnittliche Lebenserwartung:
- 4. Haltung und Unterkunft (detaillierte Beschreibung der Art in Gefangenschaft)**
- a) Unterkunft
- (1) Erforderliche Mindestabmessungen für ein Gehege, das es dem Tier ermöglicht, möglichst sein natürliches Verhalten an den Tag zu legen:
  - (2) erforderliche Mindest- und/oder Höchsttemperatur und Luftfeuchtigkeit:
  - (3) Weise, auf die die erforderliche Temperatur und/oder Luftfeuchtigkeit erreicht werden können:
  - (4) Materialien, die für den Bau des Geheges verwendet werden dürfen:
  - (5) Materialien, die nicht für den Bau des Geheges verwendet werden dürfen:
  - (6) Maßnahmen, die zu ergreifen sind, um ein Entkommen der Tiere zu vermeiden:
  - (7) Verfügbarkeit korrekter Informationen, die für jeden verständlich und leicht zu finden sind
- i Literaturangabe(n):
- ii Sprache:
- iii Verfügbarkeit:
- iiii Kosten:
- b) Pflege
- (1) Art Futter:
  - (2) Menge Futter:
  - (3) Häufigkeit der Fütterungen:
  - (4) Verfügbarkeit des Futters:
  - (5) Verfügbarkeit korrekter Informationen, die für jeden verständlich und leicht zu finden sind
- i Literaturangabe(n):
- ii Sprache:
- iii Verfügbarkeit:
- iiii Kosten:
- c) Wohlbefinden
- (1) Mindestanzahl/Höchstanzahl Tiere, die zusammen gehalten werden dürfen:
  - (2) Zusammensetzung der Gruppe:
  - (3) Haltung mit anderen Arten
- i Arten, die gut zusammen gehalten werden können:
- ii Arten, die nicht zusammen gehalten werden können:
- (4) Ausstattung des Geheges:
  - (5) Bereicherung:
  - (6) Tagesablauf der Tiere:
  - (7) Umgang
- i Bedingungen und Vorsichtsmaßnahmen für den Umgang mit den Tieren:
- ii Risiken beim Umgang:
- (8) Verfügbarkeit korrekter Informationen, die für jeden verständlich und leicht zu finden sind

- i Literaturangabe(n):
  - ii Sprache:
  - iii Verfügbarkeit:
  - iiii Kosten:
  - d) Fortpflanzung
    - (1) Zuchtergebnisse:
    - (2) besondere Bedingungen in Bezug auf die Unterkunft und die Pflege
      - i während der Tragzeit:
      - ii während der ersten Zeit nach der Geburt:
      - iii während der restlichen Zeit, in der die Jungen bei der Mutter bleiben:
    - (3) Alter beim Absetzen:
    - (4) Methoden zur Verhinderung der Fortpflanzung und deren Einfluss auf das Wohlbefinden der Tiere:
    - (5) Verfügbarkeit korrekter Informationen, die für jeden verständlich und leicht zu finden sind
  - i Literaturangabe(n):
  - ii Sprache:
  - iii Verfügbarkeit:
  - iiii Kosten:
  - e) Gesundheit
    - (1) ansteckende oder nicht ansteckende Erkrankungen, denen besondere Aufmerksamkeit gewidmet werden muss:
      - (2) Vorbeugung gegen Krankheiten:
      - (3) andere Arten, die eine Gefahr in Bezug auf die Übertragung von Krankheiten darstellen können:
      - (4) durchschnittliche Lebenserwartung:
      - (5) Verfügbarkeit korrekter Informationen, die für jeden verständlich und leicht zu finden sind
  - i Literaturangabe(n):
  - ii Sprache:
  - iii Verfügbarkeit:
  - iiii Kosten:
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen, beigelegt zu werden.  
Namur, den 24. Juli 2018

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204736]

#### 24 JULI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikelen *3bis*, § 1 en § 2, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1995 en laatst gewijzigd bij de wet van 7 februari 2014, 44, lid 1, gewijzigd bij de programmawet van 22 december 2003, en 46, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1995;

Gelet op het Koninklijk besluit van 16 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van niet voor productiedoeleinden gehouden zoogdieren die gehouden mogen worden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 maart 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2018;

Gelet op het rapport van 1 september 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 62.137/4 van de Raad van State, gegeven op 9 oktober 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet van 14 augustus 1986: de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor het welzijn der dieren;

3° de Dienst : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

4° de erkende diertuin : de erkende diertuin overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 betreffende de erkenning van diertuinen;

5° het erkend asiel : het dierenasiel, erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren.

**Art. 2.** Artikel *3bis* van de wet van 14 augustus 1986 treedt in werking wat de zoogdieren betreft, :

1° die niet voor productiedoeleinden gehouden worden : op 1 oktober 2009;

2° die voor productiedoeleinden gehouden worden : op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 3.** De diersoorten of -categorieën bedoeld in artikel *3bis*, § 1, van de wet van 14 augustus 1986 zijn, wat zoogdieren betreft, opgenomen in de lijst in bijlage 1.

De Minister kan de lijst bedoeld in lid 1 wijzigen, rekening houdend met de volgende criteria :

1° het feit dat de dieren van de betrokken soort al dan niet gemakkelijk te houden en te huisvesten zijn, met inachtnaam van hun essentiële fysiologische, ethologische en ecologische behoeften;

2° de mate waarin de dieren van de betrokken soort van nature agressief of gevaarlijk zijn of een ander bijzonder gevaar voor de gezondheid van de mens inhouden;

3° het al dan niet bestaan van duidelijke aanwijzingen dat de soort zich in de natuur kan handhaven bij ontsnapping van specimens uit gevangenschap en bijgevolg een ecologische bedreiging vormt;

4° de beschikbaarheid van bibliografische gegevens over het houden van de soort;

5° in geval van tegenstrijdige gegevens of informatie over de houdbaarheid van een soort, wordt beschouwd dat niet voldaan is aan een of meerdere van de voorgaande criteria.

Bij de beoordeling van de criteria opgesomd in lid 2 baseert de Minister zich op een uitgebreid onderzoek dat berust op de meest betrouwbare wetenschappelijke gegevens die beschikbaar zijn en op de meest recente resultaten van het internationale onderzoek.

**Art. 4.** § 1. Ieder particulier zoals bedoeld in artikel *3bis*, § 2, 3°, lid 1, *a)*, van de wet van 14 augustus 1986, die op 1 oktober 2009 een levend zoogdier van een soort die in bijlage 1 niet vermeld is, voor andere dan productiedoeleinden houdt, moet het houden ervan vóór 1 oktober 2009 kunnen aantonen, en dit via hetzij :

1° een originele factuur of ander bewijs van aankoop van het betrokken zoogdier voor zover dit :

*b)* een aankoopdatum vóór 1 oktober 2009 vermeldt;

*b)* de correcte naam van de diersoort of van het zoogdier vermeldt;

*c)* het aantal zoogdieren weergeeft;

2° een schriftelijke verklaring van een erkend dierenarts of van een vertegenwoordiger van de overheid waarin deze bevestigt dat het betrokken zoogdier vóór 1 oktober 2009 in het bezit van de particulier is.

§ 2. Wanneer het zoogdier bedoeld in paragraaf 1 tot de soort « *Tamias sibiricus* » behoort, moet uit de in paragraaf 1 bedoeld bewijsstuk blijken dat het zoogdier gehouden wordt vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

De houder mag het in lid 1 bedoelde zoogdier enkel blijven houden indien hij niet alleen het in lid 1 bedoelde bewijs levert maar ook indien de volgende voorwaarden nageleefd worden :

1° het zoogdier wordt door een steriele transponder geïdentificeerd die aan de volgende normen voldoet : ISO 11784 : 1996(E) en 11785 : 1996 (E);

2° het zoogdier is gesteriliseerd;

3° het zoogdier wordt tot zijn dood gehouden en de houder mag geen ander exemplaar van de in lid 1 bedoelde soort verwerven.

Het zoogdier mag niet in de natuur vrijgelaten worden. Wanneer het zoogdier achtergelaten wordt, wordt het aan een erkende diertuin of erkend dierenasiel toevertrouwd.

**Art. 5.** Elke houder van zoogdieren die vóór de inwerkingtreding van dit besluit voor productiedoeleinden werden gehouden en die niet in bijlage 1 vermeld zijn, mag die na die datum blijven houden indien de volgende voorwaarden cumulatief nageleefd worden :

1° de zoogdieren worden individueel geïdentificeerd door een oormerk of een steriele transponder die aan de volgende normen voldoet : ISO 11784 : 1996(E) en 11785 : 1996 (E), geïdentificeerd;

2° de zoogdieren worden niet vóór het slachten in de handel gebracht;

3° een sluitend bewijs wordt aan de Dienst geleverd, waaruit blijkt dat de zoogdieren al gehouden waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

4° er moet een plan opgesteld worden voor de beëindiging of omschakeling van de activiteit waarbij zoogdieren van een niet in bijlage 1 vermelde soort worden gehouden, zodat deze uiterlijk op 31 december 2019 verwijderd worden.

Het plan bedoeld in 4° wordt uiterlijk op 1 mei 2019 aan de Dienst bezorgd.

De zoogdieren mogen niet in de natuur vrijgelaten worden. Wanneer de zoogdieren achtergelaten worden, worden ze aan een erkende diertuin of erkend dierenasiel toevertrouwd.

**Art. 6.** § 1. Iedere particulier zoals bedoeld in artikel 3*bis*, § 2, 3<sup>o</sup>, lid 1, *b*), van de wet van 14 augustus 1986, die een zoogdier wil houden van één van de soorten die in de lijst bepaald in bijlage 1 niet vermeld zijn, dient hiervoor vooraf per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst bij de Minister een erkenningsaanvraagdossier in.

Het dossier bedoeld in lid 1 :

1<sup>o</sup> omschrijft de motivering van de aanvraag;

2<sup>o</sup> bewijst dat de particulier zich gedocumenteerd heeft over de levensgewoonten en fysiologische noden van deze soort;

3<sup>o</sup> omvat een beschrijving van de huisvesting en verzorging die de particulier het zoogdier kan verschaffen.

Voor elk ingediend dossier wordt een retributie betaald van 60 euro per soort op de rekening geopend door het Begrotingsfonds van de dierenbescherming en -welzijn.

De Minister bepaalt welke stukken in het erkenningsaanvraagdossier moeten staan en bepaalt de modellen van de aanvraagformulieren.

§ 2. De Minister beslist over de erkenning bedoeld in paragraaf 1 binnen de zes maanden na ontvangst van het aanvraagdossier, op advies van de Dierentuinencommissie. Het dossier wordt beoordeeld op basis van een uitgebreid onderzoek dat berust op de meest betrouwbare wetenschappelijke gegevens die beschikbaar zijn en op de meest recente resultaten van het internationale onderzoek. De beslissing van de Minister is positief indien uit het ingediende dossier duidelijk blijkt dat de motivering, de voorziene huisvesting en verzorging en de kennis van de aanvrager het welzijn van de zoogdieren verzekeren.

De Minister bepaalt de voorwaarden waaraan voldaan moet worden voor de toekenning en het behoud van de erkenning. Deze voorwaarden zijn noodzakelijk voor het dierenwelzijn en kunnen met name betrekking hebben op het aantal zoogdieren, hun huisvesting alsook hun verzorging, hun identificatie en sterilisatie.

§ 3. De erkenning heeft een onbeperkte geldigheidsduur. De Minister kan een erkenning schorsen of intrekken indien niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldaan wordt of indien de bepalingen van de wet van 14 augustus 1986 overtreden worden.

**Art. 7.** § 1. De particulier die een erkenning bezit zoals bedoeld in artikel 6 deelt jaarlijks vóór het einde van het kalenderjaar een register van de zoogdieren van de betrokken soort die hij houdt en welke wijzigingen er eventueel werden aangebracht aan de huisvesting of verzorging ervan, aan de Dienst mee.

De Minister bepaalt de modellen van de registers.

§ 2. De particulier die een erkenning bezit zoals bedoeld in artikel 6 mag de bedoelde zoogdieren of hun nakomelingen niet onder kosteloze of bezwarende titel afstaan.

In afwijking van het eerste lid mogen de zoogdieren waarvoor de particulier een erkenning behaald heeft enkel afgestaan worden aan natuurlijke of rechtspersonen die gemachtigd zijn om deze soorten te houden. In dit geval moet de particulier de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren bepaald door de Minister naleven.

**Art. 8.** Iedere persoon die een soort wil laten toevoegen aan de lijst in bijlage 1 toont zijn belang aan en dient per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst een dossier in bij de Minister. Uit dit dossier blijkt dat voldoende objectieve wetenschappelijke gegevens beschikbaar zijn die aantonen dat de betrokken soort door ieder persoon zonder enige specifieke voorkennis gehouden kan worden zonder dat dit een risico oplevert voor het welzijn van de zoogdieren. Dit dossier beantwoordt aan het model in bijlage 2.

De Minister beslist binnen de zes maanden na ontvangst van het volledig dossier over de toevoeging van de betrokken soort aan de lijst in bijlage 1, rekening houdend met de criteria vermeld in artikel 3, lid 2, en na de evaluatie ervan overeenkomstig artikel 3, lid 3.

De Minister kan een verzoek om toevoeging enkel afwijzen indien het houden van specimens van de betrokken soort een reëel gevaar vormt voor de bescherming van het dierenwelzijn, de gezondheid en het leven van mensen en dieren, of de bescherming van het milieu tegen een ecologische bedreiging zoals bedoeld in artikel 3, lid 2, 3<sup>o</sup>.

**Art. 9.** De erkenningen toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van niet voor productiedoeleinden gehouden zoogdieren die gehouden mogen worden, hebben een onbeperkte geldigheidsduur en blijven onderworpen aan de regels bepaald in dit besluit.

De Minister kan een erkenning schorsen of intrekken indien niet langer voldaan wordt aan de erkenningsvoorwaarden van het koninklijk besluit van 16 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van niet voor productiedoeleinden gehouden zoogdieren die gehouden mogen worden, of indien de bepalingen van de wet van 14 augustus 1986 overtreden worden.

**Art. 10.** Het koninklijk besluit van 16 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van niet voor productiedoeleinden gehouden zoogdieren die gehouden mogen worden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 november 2009, wordt opgeheven.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

**Art. 12.** De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

## Bijlage n° 1

Lijst van de zoogdiersoorten of -categorieën die mogen worden gehouden overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse regering tot vaststelling van de lijst van zoogdieren die mogen worden gehouden

Wetenschappelijke naam	Nederlandse naam
Macropus rufogriseus	Wallaby de bennett
Canis familiaris	Hond
Felis catus	Kat
Mustela furio	Fret
Equus asinus	Ezel (gedomesticeerd)
Equus asinus x E. caballus	Muieldier
Equus caballus	Paard
Equus caballus x E. asinus	Muilezel
Sus scrofa	Huisvarken - wild zwijn en zwijntje
Lama glama	Lama (gedomesticeerd)
Lama guanicoe	Guanaco
Lama pacos	Alpaca (gedomesticeerd)
Axis axis	Axishert
Cervus elaphus	Edelhert
Cervus nippon	Sikahert
Dama dama	Damhert
Bos taurus	Huisrund
Bison Bison	amerikaanse bizon
Bubalus bubalis	Aziatische buffel (gedomesticeerd)
Capra hircus	Geit (gedomesticeerd)
Capra ibex	Steenbok
Ovis ammon	Wild schaap
Ovis aries	Schaap (gedomesticeerd)
Cynomys ludovicianus	Zwartstaartprairiehond
Tamias striatus	Oostelijke wangzakeekhoorn
Cricetulus barbarensis	Chinese dwerghamster
Mesocricetus auratus	Goudhamster
Phodopus campbelli	Campbells dwerghamster
Phodopus roborovskii	Roborovski dwerghamster
Phodopus sungorus	Dzjoengarse dwerghamster
Gerbillus spec.	Echte renmuizen
Meriones spec.	Woestijnmuizen
Acomys spec.	Stekelmuis
Micromys minutus	Rat des moissons Dwergmuis
Mus minutoides	Afrikaanse dwergmuis
Mus musculus	Huismuis (kweekvormen)
Rattus norvegicus	Bruine rat (kweekvormen)



Chinchilla lanigera	Chinchilla (kweekvormen)
Cavia porcellus	Cavia
Dolichotis patagonum	Mara
Octodon degus	Degoe
Oryctolagus cuniculus	Konijn
Capreolus capreolus	Ree

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden.

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

#### Bijlage n° 2

Aanvraagformulier voor de toevoeging van een soort aan de lijst van de zoogdieren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden

Een bibliografie van de gebruikte literatuur met vermelding van de volledige referenties wordt bij de aanvraag gevoegd. Une espèce par formulaire. Eén soort per formulier.

#### 1. Aanvrager

Naam en voornaam :

Adres :

Telefoonnummer :

e-mailadres :

#### 2. Identificatie van de soort

Wetenschappelijke naam :

Nederlandse naam :

Beschermingsstatuut van de soort op regionaal, nationaal of internationaal vlak :

#### 3. Fysiologische, ethologische en ecologische behoeften (gedetailleerde beschrijving van de soort in het wild)

a) Het natuurlijk leefmilieu, rekening houdend met eventuele migratie

(1) natuurlijk biotoop :

(2) temperatuur :

(3) luchtvochtigheid :

(4) grootte van het territorium :

(5) andere soorten die in hetzelfde milieu leven

i concurrerende of vijandige soorten :

ii andere soorten :

b) Het natuurlijke voedingspatroon, rekening houdend met eventuele seizoensgebonden variatie

(1) soort voeding :

(2) frequentie van voeden :

c) Sociale structuur

(1) groepsgrootte en -structuur :

(2) hiërarchie :

d) Natuurlijk gedrag

(1) gedrag tegenover soortgenoten, zowel volwassen als jonge dieren:

(2) gedrag tijdens de paartijd :

(3) gedrag tegenover andere soorten :

(4) foeragegedrag :

(5) gemiddelde dagelijks afgelegde afstand :

(6) eventuele migratie :

(7) noodzakelijke gedragingen die jongen leren van het moederdier of de groep met vermelding van de benaderende leeftijd :

(8) tijdsbesteding van de dieren :

*e) Voortplanting*

- (1) paarseizoen :
- (2) drachtduur :
- (3) gemiddeld aantal jongen per dracht :
- (4) aantal drachten per jaar :
- (5) periode waarin de jongen bij de moeder blijven :
- (6) rol van het vaderdier bij het opgroeien van de jongen :

*f) Gezondheid*

- (1) vaak voorkomende ziekten, met name viraal, bacterieel, parasitair, en mortaliteit :
- (2) aandoeningen eigen aan de soort :
- (3) mortaliteit tijdens de eventuele migratie :
- (4) gemiddelde levensduur :

**4. Houden en huisvesting (gedetailleerde beschrijving van de soort in gevangenschap)***a) Huisvesting*

- (1) vereiste minimale afmetingen van een hok dat het dier toelaat zijn natuurlijk gedrag te vertonen :
- (2) vereiste minimale of maximale temperatuur en luchtvochtigheid :
- (3) de manier waarop de vereiste temperatuur of luchtvochtigheid bereikt kunnen worden :
- (4) te gebruiken materialen voor de bouw van het hok :
- (5) materialen die niet gebruikt mogen worden voor de bouw van het hok :
- (6) maatregelen om het ontsnappen van de dieren te voorkomen :
- (7) beschikbaarheid van correcte, voor iedereen begrijpelijke en vlot toegankelijke informatie

i referentie(s) :

ii taal :

iii beschikbaarheid :

iiii kostprijs :

*b) Verzorging*

- (1) soort voeding :
- (2) hoeveelheid voeding :
- (3) frequentie van voeden :
- (4) verkrijgbaarheid van de voeding :
- (5) beschikbaarheid van correcte, voor iedereen begrijpelijke en vlot toegankelijke informatie

i referentie :

ii taal :

iii beschikbaarheid :

iiii kostprijs :

*c) Welzijn*

- (1) minimaal/maximaal aantal dieren dat samen gehouden mag worden :
  - (2) groepsamenstelling :
  - (3) samenhouden met andere soorten
- i soorten die samen gehouden kunnen worden :
- ii soorten die niet samen gehouden kunnen worden :
- (4) inrichting van het hok :
  - (5) terrieking :
  - (6) tijdsbesteding van de dieren :
  - (7) manipulatie

i voorwaarden en voorzorgsmaatregelen voor het manipuleren van de dieren :

ii risico's bij manipulatie :

- (8) beschikbaarheid van correcte, voor iedereen begrijpelijke en vlot toegankelijke informatie

i referentie :

ii taal :

iii beschikbaarheid :

iiii kostprijs :

## d) Voortplanting

(1) kweekresultaten :

(2) bijzondere voorwaarden voor huisvesting en verzorging

i tijdens de drachtperiode :

ii tijdens de eerste periode na de geboorte :

iii tijdens de verdere periode waarin de jongen bij het moederdier blijven :

(3) speenleeftijd :

(4) manieren om voortplanting te voorkomen en de invloed ervan op het welzijn van de dieren :

(5) beschikbaarheid van correcte, voor iedereen begrijpelijke en vlot toegankelijke informatie

i referentie :

ii taal :

iii beschikbaarheid :

iiii kostprijs :

## e) Gezondheid

(1) al dan niet infectieuze aandoeningen waaraan bijzondere aandacht besteed moet worden :

(2) ziektepreventie :

(3) andere diersoorten die een risico kunnen betekenen in verband met ziekteoverdracht :

(4) gemiddelde levensduur :

(5) beschikbaarheid van correcte, voor iedereen begrijpelijke en vlot toegankelijke informatie

i referentie :

ii taal :

iii beschikbaarheid :

iiii kostprijs :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden.

Namen, 24 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2018/13794]

**31 AOUT 2018. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique pour travaux de démergement – Exutoire secondaire IV – 1<sup>ère</sup> tranche et évacuation des eaux de ruissellement des zones de Cubber et de Stockis – 1<sup>ère</sup> phase – Seraing**

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, modifiées par la loi du 7 juillet 1978, notamment l'article 5 portant la loi relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment l'article D. 338, § 2 ;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par le Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition de compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, l'article 21 ;

Vu le contrat de gestion conclu entre la Région et la SPGE le 22 juin 2017 ;

Vu le programme d'investissements en matière d'assainissement pour les années 2017-2021, approuvé par le Gouvernement wallon le 7 septembre 2017 ;

Vu l'extrait du procès-verbal des délibérations du Conseil d'administration de l'intercommunale AIDE qui s'est tenu le 9 octobre 2017 ;

Vu la décision prise le 27 juin 2018 par le Comité de direction de la SPGE de poursuivre l'expropriation des parcelles nécessaires au démergement - exutoire secondaire IV -1<sup>er</sup> tranche et évacuation des eaux de ruissellement des zones de Cubber et de Stockis - 1<sup>er</sup> phase - Seraing ;

Considérant que par l'article 12, § 2, du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau, abrogé par le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment l'article D. 338, § 2, la Société Publique de Gestion de l'Eau, en abrégé la SPGE, représentée par deux membres du Comité de direction en vertu de l'article 28 des statuts et des délégations de pouvoirs, après en avoir été autorisée par le Gouvernement, peut poursuivre en son nom, l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires à la réalisation de son objet social ;

Considérant que les expropriations doivent être réalisées sur la base de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;